

La facture du Québec pour les sites miniers reste salée

Dossier de la rédaction de H2o
June 2021

Malgré des dépenses de plus de 180 millions de dollars de fonds publics depuis 2006, la facture de la restauration des sites miniers abandonnés au Québec ne diminue pas, selon ce qui se dégage des plus récentes données officielles. Elle avoisine toujours 1,2 milliard de dollars, soit pratiquement le même montant qu'il y a 10 ans. À l'instar des gouvernements provinciaux, celui de François Legault promet toutefois d'agir pour venir à bout d'un des pires héritages toxiques de la province. À Au fil des décennies, des entreprises minières ont laissé derrière elles des centaines de sites miniers abandonnés, qui sont aujourd'hui à la charge de l'État québécois, un peu partout sur le territoire. Certains sites d'exploration n'ont cessé des travaux de nettoyage sommaires, alors que d'autres, essentiellement d'anciens sites d'exploitation, doivent faire l'objet d'importants travaux de décontamination. Selon les données fournies au Devoir par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, on compte aujourd'hui un peu plus de 400 sites "sous responsabilité réelle et probable" de l'État, alors qu'on en recensait 729 en 2011. Cette baisse du nombre de sites miniers orphelins à inspecter et à restaurer est essentiellement due au fait que le gouvernement injecte, année après année, des millions de dollars pour tenter de venir à bout de ce passif environnemental. Le plus récent bilan disponible auparavant du ministère, soit celui du 31 mars 2020, fait ainsi état d'investissements publics de 178,5 millions de dollars depuis 2006 pour la restauration et le suivi des sites inscrits au "passif à titre de terrains contaminés". Or, malgré les dizaines de millions de dollars de fonds publics dépensés depuis 15 ans, le montant de l'évaluation du "passif" n'a pas reculé. En date du 31 mars 2020, il était estimé à 1,2 milliard de dollars, soit essentiellement le même montant estimé en 2010-2011.

Pour éviter de répéter les erreurs du passé qui coûtent aujourd'hui très cher au trésor public, le ministère rappelle que depuis la réforme de la Loi sur les mines, en 2013, les entreprises minières doivent déposer au gouvernement une garantie financière correspondant à 100 % des coûts anticipés pour la restauration de l'ensemble du site. À

Alexandre Shields - Le Devoir